



SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME POUR LES TRANSBORDEMENTS DES GRANDS NAVIRES DE PECHE

SOUMISE PAR : REP. DE COREE

Exposé des motifs

La CTOI gère avec succès les opérations de transbordement grâce à une série de résolutions relatives aux transbordements. Néanmoins, une partie de la terminologie doit être clarifiée car les transbordements en mer et les transbordements dans les ports sont effectués dans des conditions différentes. Conformément à la résolution 21/02, les navires de transport autorisés à recevoir des transbordements en mer doivent être notifiés, alors que cela n'est pas obligatoire pour les navires recevant des transbordements dans les ports.

Cette mesure est fondée sur la différence entre les deux types de transbordement, plus précisément, le fait que les transbordements au port sont effectués sous le contrôle des autorités de l'État du port. Toutefois, l'annexe I de la résolution 21/02, qui aborde le transbordement au port, utilise le terme « navire de transport récepteur », ce qui est quelque peu ambigu. La Corée propose donc de clarifier le terme « navire receveur » en ce qui concerne le transbordement au port, en le distinguant du « navire transporteur » qui est autorisé à recevoir des transbordements en mer.

RESOLUTION ~~2422/02~~XX**SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME POUR LES TRANSBORDEMENTS DES GRANDS NAVIRES
DE PECHE****ANNEXE I****CONDITIONS RELATIVES AU TRANSBORDEMENT AU PORT PAR LES LSTV****Généralités**

1. Les opérations de transbordement au port ne pourront avoir lieu que selon les procédures décrites ci-dessous :

Obligations de notification

2. Navire de pêche :

- 2.1 Avant le transbordement, le capitaine du LSTV doit notifier les informations suivantes aux autorités de l'État portuaire, au moins 48 heures à l'avance :

- a) Nom du LSTV et son numéro dans le registre CTOI des navires de pêche ;
- b) Nom du navire transporteur et produit devant être transbordé ;
- c) Tonnage par produit devant être transbordé ;
- d) Date et lieu du transbordement ;
- e) Zones de pêche principales des prises de thons, d'espèces apparentées et de requins.

- 2.2 Le capitaine d'un LSTLV devra, au moment du transbordement, indiquer à son État du pavillon les informations suivantes :

- a) produits et quantités concernés ;
- b) date et lieu du transbordement ;
- c) nom, numéro d'immatriculation et pavillon du navire transporteur receveur ;
- d) localisation géographique des captures de thons, d'espèces apparentées et de requins.

- 2.3 Le capitaine du LSTV concerné devra remplir et transmettre à son État du pavillon la déclaration de transbordement de la CTOI, ainsi que son numéro dans le registre CTOI des navires de pêche, conformément au format décrit à l'Annexe II, au plus tard 15 jours après le transbordement.

3. Navire receveur¹ :

Au moins 24 heures avant et à la fin du transbordement, le capitaine du navire ~~transporteur~~ receveur devra informer les autorités de l'État du port des quantités de captures de thons, d'espèces apparentées et de requins transbordées sur son bateau, et remplir et transmettre aux autorités compétentes, dans les 24 heures, la déclaration de transbordement de la CTOI.

État de débarquement :

4. Le capitaine du navire ~~transporteur-récepteur-receveur~~ devra, 48 heures avant le débarquement, remplir et transmettre une déclaration de transbordement de la CTOI aux autorités compétentes de l'État de débarquement dans lequel le débarquement a lieu.
5. L'État du port et l'État dans lequel le débarquement a lieu mentionnés aux paragraphes ci-dessus devront prendre les mesures appropriées pour vérifier l'exactitude des informations reçues et devront coopérer avec la CPC du pavillon du LSTV afin de s'assurer que les débarquements sont conformes au volume de capture

¹ Le navire receveur effectuant des opérations de transbordement au port peut être un autre navire de pêche ou, dans la plupart des cas, un navire utilisé pour le transport de thon, d'espèces apparentées et de requins.

déclaré de chaque navire. Cette vérification devra être réalisée de telle sorte que le navire subisse le moins d'interférence et de gêne possibles et que soit évitée toute dégradation du poisson.

6. Chaque CPC du pavillon du LSTV devra inclure, dans son rapport annuel soumis à la CTOI, les détails sur les transbordements réalisés par ses navires.